

# F I R D ' M È N S C H E N A N E U R O P A

Le Parti populaire chrétien-social (CSV) s'engage pour l'Europe. Une Europe de la préservation des droits fondamentaux et des droits de l'Homme. Une Europe qui tient ses promesses. Une Europe qui, pour ses citoyennes et ses citoyens, constitue la meilleure protection dans le contexte d'une mondialisation croissante. Mais une Europe qui, forte d'une nouvelle prise de conscience, sait reconnaître les chances de la mondialisation et s'affirmer davantage sur la scène internationale. Une Europe au service de l'humain, et non pas des intérêts financiers. Une Europe dont les institutions fonctionnent correctement et dont les politiques ont des effets réels, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Le titre du programme électoral du CSV est : Fir d'Mënschen an Europa. Il s'agit d'un programme pour nous tous, pour tous ceux pour qui l'Europe représente une valeur ajoutée concrète, pour tous ceux qui en perçoivent personnellement les effets au quotidien. C'est un programme pour l'Europe, pour une Union européenne qui fonctionne mieux, avec des mécanismes créatifs plus efficaces. C'est un programme pour les gens en Europe, qui nous permet de créer une union en mesure de s'affirmer face à la concurrence internationale et de défendre leurs intérêts, opinions, points de vue et principes sur la scène mondiale. C'est pour cette Europe de la valeur ajoutée et des résultats que le CSV s'engage.

## *POUR LES PERSONNES ...*

Si l'on veut que les gens aient une vision positive de l'Europe, il faut que celle-ci apporte des améliorations tangibles à leur vie quotidienne. C'est pourquoi l'Union européenne doit s'occuper concrètement des préoccupations des citoyens, même si elle n'est pas seule compétente, ou ne l'est que partiellement, dans certains domaines fondamentaux. Le développement économique ne doit pas être une fin en soi et l'UE doit continuer à s'efforcer de fournir la meilleure protection sociale qui soit, une sécurité sociale garantie comme nulle part ailleurs sur terre. Elle doit s'engager pour un droit du travail qui protège les personnes et leur permet de planifier des projets de vie en toute sécurité.

À l'avenir, les Européens seront plus mobiles à l'intérieur de l'Union. Il convient de soutenir la mobilité professionnelle avec la même vigueur que celle des écoliers, étudiants, enseignants et professeurs, chercheurs et artistes. Les initiatives, comme la carte Interrail gratuite pour les

jeunes, encouragent la découverte d'autres régions de notre continent. Les programmes d'échanges étudiants existants ont fait leurs preuves depuis de nombreuses années. Néanmoins, l'accroissement de la mobilité professionnelle ne pourra se faire que sur la base d'éléments européens de sécurité sociale. La computation, mais surtout le versement des pensions issues de droits nés dans différents États-membres, doivent devenir un automatisme qui fonctionne. L'entrée dans les systèmes nationaux de sécurité sociale correspondants, tout comme la sortie de ces systèmes, nécessitent une simplification majeure. Bien sûr, il est évident pour nous qu'un salaire minimal adapté au coût de la vie doit exister dans chaque pays européen.

De la même manière, le CSV soutient les quatre libertés du marché intérieur. Actuellement, la liberté de circulation des personnes en Europe est particulièrement sous pression. Pour nous, une restriction de la libre circulation n'est pas envisageable.

Pour le CSV, le parachèvement de la dimension sociale de l'Europe est une priorité. Nous nous engagerons très activement pour réduire les risques réels de pauvreté et de précarité qui affectent tout particulièrement les jeunes et les personnes âgées. La pauvreté est intolérable dans l'Europe du 21<sup>e</sup> siècle. Nous contribuerons activement à la construction du socle européen des droits sociaux, afin que ses principes deviennent réalité.

Le marché intérieur européen doit devenir entièrement réel pour les personnes vivant au Luxembourg. Cela implique que nous éliminions les concessions qui nous lient à d'autres États et qui s'appliquent aux produits importés. Dans le domaine de la communication, l'itinérance sans coût supplémentaire doit également être généralisée au transfert de données. Le géo-blocage, ainsi que les restrictions géographiques sur les services ou marchandises commandées en ligne et sur leur livraison, doivent être entièrement éliminés. La créativité dans le marché intérieur numérique doit être protégée et rémunérée, sans que la liberté d'expression ne soit limitée par des filtres d'upload et d'autres interventions dans le fonctionnement actuel d'internet. La liberté d'expression est aussi une question de participation. La citoyenneté européenne permet aux citoyens européens de participer aux élections locales et européennes. En outre, leur participation à la vie publique doit être simplifiée et intensifiée. Cela contribuera à une expression plus européenne des opinions

publiques et permettra aux citoyens européens de se sentir des citoyens à part entière partout dans l'Union.

L'Union européenne doit montrer la voie dans de nombreux domaines d'avenir.

L'Europe est un fer de lance dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. Elle doit le rester. Les objectifs en matière d'émissions que nous nous sommes fixés doivent être atteints dans les temps. Mais même si tel est le cas, ce ne sera certainement pas assez rapide pour limiter considérablement l'augmentation des températures. Cette situation devrait pousser l'Europe à réformer sa logique économique de manière innovante. Si l'augmentation de l'électromobilité est un pas dans la bonne direction, elle ne constitue pas la solution définitive pour autant. La création d'une véritable économie fondée sur l'hydrogène pourrait être une piste pour réduire les émissions de carbone plus rapidement et plus sensiblement. Ainsi, en association avec l'énergie éolienne et solaire, notre continent pourrait passer rapidement à l'énergie entièrement renouvelable, à condition de développer non seulement la production d'énergie, mais aussi son transport jusqu'aux consommateurs dans toute l'Europe. La modernisation des réseaux électriques et l'établissement d'une connexion avec les régions voisines est aujourd'hui une nécessité.

L'Europe peut et doit devenir un centre mondial de compétences et d'excellence dans la recherche sur le cancer et la lutte contre cette maladie, et, plus généralement, dans la recherche médicale. Les Européens doivent travailler intensivement au développement d'intelligences artificielles et les associer à des normes éthiques élevées. Les investissements nécessaires doivent être inscrits dans la programmation budgétaire des années 2021-2027.

Après de nombreuses années de définition des objectifs, il est du devoir de l'Union européenne, pour elle-même, mais surtout pour ses citoyennes et ses citoyens, d'élaborer un grand plan d'investissement pour des réseaux de transport transeuropéens et, en particulier, pour l'extension et l'harmonisation technique des réseaux de voie ferrée. Ceux-ci doivent permettre le déplacement plus rapide et plus fiable des personnes et des marchandises dans toute l'Europe. Un tel plan répond par ailleurs aux exigences de durabilité et s'inscrit dans les efforts de lutte contre le changement climatique de l'Union européenne.

L'Europe doit être et demeurer le continent sur lequel l'approvisionnement de la population en eau, électricité et chaleur est assuré et surveillé par les pouvoirs publics. Toute personne doit pouvoir se permettre d'accéder à ces biens. Il ne doit pas y avoir de privatisation de l'approvisionnement en eau.

Nous soutenons le plan d'investissement défini par la Commission européenne pour les structures numériques qui prévoit que chaque commune européenne mette du Wifi gratuit à la disposition de ses citoyens sur les places publiques d'ici à 2022.

L'Europe fonctionne aussi, et souvent particulièrement bien, au sein de petites structures. Notre Grande Région est un espace naturel d'échange et de coopération, qui fonctionne à travers les frontières. Les communes y sont souvent d'importants acteurs transfrontaliers et les citoyennes et citoyens des deux côtés de la frontière vivent l'Europe dans le cadre d'initiatives et d'activités communes. Cette proximité concrète de l'Europe est importante. Nous voulons exploiter les avantages de la Grande Région et de la collaboration transfrontalière. Nous nous attacherons tout particulièrement à créer une agence de l'emploi de la Grande Région et à renforcer la coopération transfrontalière de l'Inspection du travail (ITM). Nous nous engagerons pour que la nouvelle Autorité européenne du travail soit dotée des compétences et des outils nécessaires pour s'assurer que tous les employés en Europe puissent faire valoir les règles sociales et les règles relatives au marché du travail en vigueur.

Dans toute l'Union européenne, la culture fait partie intégrante de notre vie. Elle rapproche les personnes et promeut la compréhension mutuelle. C'est pourquoi l'Europe doit investir dans les services et les événements culturels, dans la musique, les arts du spectacle, la production cinématographique et théâtrale, mais aussi la littérature. L'expérience sensorielle de la culture européenne donne de la vitalité aux gens et leur montre l'importance de l'identité européenne commune et des nombreuses cultures qui la composent.

Nous voulons conférer un contenu européen au nouveau jour férié du 9 mai. Le 9 mai doit devenir une fête populaire de l'unité dans la diversité et contribuer au renforcement de l'identité européenne. En outre, une nouvelle impulsion doit être donnée à la transmission de la réussite de l'UE à tous les enfants et jeunes Européens par un cours ludique dispensé dans toute l'Europe. Une identité commune requiert une narration commune.

L'importance de l'UE doit être renforcée dans l'éducation. De ce fait, il est important d'étendre le projet « École ambassadrice du Parlement européen ».

Nous voulons une Europe exempte de barrières pour les personnes handicapées (Design for all) et souhaitons promouvoir leur participation dans tous les domaines de la vie. Les barrières, quelles qu'elles soient, qui compliquent une vie autonome et autodéterminée, doivent être éliminées. Cette responsabilité incombe autant aux fournisseurs de biens et de services qu'aux pouvoirs publics.

Des millions d'Européens s'engagent dans la société, travaillent bénévolement dans des associations sportives ou culturelles, dans la coopération au développement, auprès des pompiers ou de la protection civile, dans les innombrables organisations de jeunes ou mouvements européens. Cet engagement dans la société civile doit être récompensé et mieux reconnu, notamment en faisant en sorte que la politique européenne prenne au sérieux les enjeux, les idées et les demandes de la société civile et les intègre, autant que faire se peut, dans l'élaboration des politiques. La société civile européenne est une facette essentielle de la réalité européenne.

#### *... ET POUR L'EUROPE*

Les citoyennes et les citoyens européens veulent une Union européenne parfaitement fonctionnelle. Ils veulent également une Union qui soit à la hauteur de ses ambitions et qui atteigne ses objectifs. L'UE œuvre depuis longtemps pour créer une Union des marchés des capitaux, une Union bancaire, une Union de l'énergie. Celles-ci doivent enfin devenir réalité. La cohérence et la visibilité des décisions européennes s'en verraient renforcées si le président de la Commission européenne, qui est élu par le Parlement européen, était aussi président du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement.

Pour que l'UE puisse mettre en œuvre ses ambitions et ses plans stratégiques, elle a besoin d'un budget correspondant aux besoins réels. Le budget européen, qui représente aujourd'hui près d'un pourcent de la performance économique de l'Union, doit être progressivement augmenté. Pour cela, il faut des ressources propres sous la forme de taxes européennes, comme cela est d'ailleurs prévu par le traité. Ces taxes peuvent, par exemple, être perçues sur les transactions numériques ou sur les produits qui génèrent de fortes émissions de CO<sub>2</sub>. En

ces temps de mobilisation mondiale pour le climat, une taxe européenne sur les vols et la navigation maritime est tout à fait envisageable. La politique fiscale relève toutefois de la compétence des États et doit le rester. Nous plaidons en faveur du maintien de l'unanimité à cet égard.

Les législateurs européens doivent élaborer une forme de législation qui soit certes exigeante, mais pas trop exigeante. La législation, en particulier au niveau européen, doit être ressentie comme quelque chose de pertinent et de nécessaire et non pas, comme cela est malheureusement trop souvent le cas, comme du harcèlement ou des mesures vexatoires. Les législations futures doivent faire l'objet d'un contrôle intense afin de s'assurer qu'elles soient effectivement applicables dans la vie quotidienne des personnes et des entreprises. Nous voulons réduire la bureaucratie et améliorer la qualité de vie. Cela implique aussi de s'assurer que les lois ne soient pas uniquement des déclarations d'intention politique, mais des règles juridiques qui, à ce titre, doivent pouvoir être efficaces et applicables.

Si l'on veut que l'Europe soit à la hauteur de ses ambitions, il faut qu'elle soit plus efficace. Nous nous engageons pour une Europe capable de prendre des décisions, avec moins de bureaucratie.

Nous voulons davantage de politique étrangère européenne. Cela inclut également la politique européenne de défense. L'Union européenne demeure davantage un « payeur mondial » qu'un « acteur mondial ». Cela doit changer. L'Europe doit être plus visible et plus efficace sur la scène mondiale, en particulier lorsque des intérêts européens essentiels sont en jeu. L'Europe doit prendre plus de responsabilité en matière de politique étrangère. Dans le cercle des grandes puissances mondiales, elle doit défendre ses intérêts avec plus de vigueur. En particulier, mais pas uniquement, face aux grandes puissances comme la Chine, la Russie ou encore les États-Unis. Même dans les moments difficiles, nous affirmons toutefois notre attachement à l'Alliance transatlantique et à la communauté des valeurs occidentales. Ils demeureront la garantie de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'Homme.

Nous sommes les principaux responsables de notre sécurité. L'Europe doit être apte à se défendre, également sans le soutien d'autres partenaires de l'OTAN. C'est pourquoi nous sommes favorables à la création graduelle d'une identité européenne de défense avec une

série de structures et de politiques communes. L'objectif d'une initiative de défense européenne n'est pas une armée européenne unique, mais une alliance de forces armées européennes pouvant être déployées et pouvant opérer ensemble.

Cette alliance doit se développer au sein de l'OTAN et en devenir le pilier européen. Dans ce contexte, une politique européenne commune d'armement est incontournable. La fondation d'une nouvelle structure de sécurité inclut la protection contre les cyberattaques.

La sécurité doit être avant tout garantie à l'intérieur de notre Union. Et elle doit être ressentie en tant que telle afin que les personnes puissent avoir confiance en une Europe qui protège. Aux dérives populistes qui chantent les louanges d'une sécurité au détriment de la liberté, nous opposons un refus clair : la sécurité sans liberté et la liberté sans sécurité n'existent pas. Le renforcement des acteurs européens de la sécurité doit se poursuivre : EUROPOL, EUROJUST, le système d'information de Schengen. Par ailleurs, la nouvelle institution du Procureur européen doit devenir opérationnelle et se voir attribuer les compétences nécessaires pour la lutte contre le terrorisme. Il convient avant tout d'améliorer considérablement la communication et la coopération entre les services de sécurité européens. Il ne doit plus être possible qu'une personne qui s'est rendue coupable d'un délit dans un pays-membre se rende, sans aucune entrave, dans un autre pays-membre et y commette de nouveaux délits.

La protection de notre frontière externe commune est une préoccupation majeure. C'est pourquoi la protection des frontières et des côtes européennes doit être nettement renforcée. Les frontières internes de l'espace Schengen ne doivent être contrôlées que dans des situations exceptionnelles, par exemple lorsque sont organisés des événements de grande ampleur critiques sur le plan de sécurité. Mais il n'est pas acceptable au sein de l'espace Schengen que, des années durant, des contrôles soient mis en scène à quelques rares points de passage entre des États-membres, sans qu'ils ne présentent aucun intérêt pratique.

L'Europe est un continent d'immigration. Elle a d'ailleurs aussi été un continent d'émigration lorsque des Européens fuyaient la pauvreté et l'absence de perspectives d'avenir. Les choses sont inversées aujourd'hui : l'Europe est un lieu attrayant pour les personnes qui sont en proie aux difficultés, qui sont persécutées ou qui craignent pour leur sécurité physique. Cela est lié à nos valeurs et normes humaines et même si nous ne pouvons pas accueillir toute la souffrance du monde en Europe, il incombe à l'Union européenne, pour notre société

européenne ouverte, d'accueillir des immigrants de manière ciblée. Pas uniquement dans le cas des demandes d'asile. C'est la raison pour laquelle nous devons décrire des voies d'immigration légale : pour les étudiants dans le cadre d'Erasmus Plus, mais aussi pour les jeunes artisans dans le cadre d'un nouveau programme d'échange ou pour les travailleurs qualifiés qui veulent rester en Europe. Il faut donner la possibilité d'immigrer légalement en Europe à un nombre limité de personnes pouvant et voulant apporter une contribution positive à notre société. Notre Europe n'est pas une forteresse, mais une communauté de droit.

Malheureusement, le phénomène migratoire tel que nous l'observons aujourd'hui, en particulier sur les côtes de la Méditerranée, est aussi une activité lucrative. Une activité criminelle dont le fonds de commerce repose sur les peurs et les espoirs, les attentes et les rêves de populations pauvres. Si l'on entend coordonner l'immigration, ce qu'il est absolument nécessaire de faire, il faut confisquer définitivement les outils des passeurs, ces esclavagistes des temps modernes. Leurs réseaux doivent être démantelés, leurs flux financiers sectionnés.

Quiconque, issu d'une autre culture, immigrer en Europe, doit pouvoir être intégré et doit s'intégrer en Europe. L'Europe n'est pas uniquement un continent d'espoir et de refuge pour un grand nombre de personnes, c'est aussi un continent qui se fonde sur la dignité humaine et les droits de l'Homme. Les personnes qui immigrer en Europe doivent comprendre et accepter notre mode de vie, nos valeurs, nos principes et nos normes. Cela n'est possible que lorsqu'on le veut. Ceux qui ne le veulent pas, qui n'acceptent pas notre ordre constitutionnel et juridique ou l'égalité entre les hommes et les femmes, ne sauraient rester. L'Europe est attachée à des valeurs européennes et ne fonctionne que selon les règles européennes. Quiconque souhaite s'établir en Europe doit le comprendre.

La solidarité fait partie des valeurs européennes. Aussi bien vers l'extérieur que vers l'intérieur. Justement, s'agissant de la migration, l'Union européenne a besoin de plus de solidarité vers l'intérieur. En particulier avec les pays riverains de la Méditerranée.

La politique menée en Europe doit, en coopération avec nos concitoyens musulmans, montrer clairement que l'islam est compatible avec l'ordre constitutionnel et social européen. Il est de l'intérêt de l'UE et de ses États-membres, dans lesquels vivent plus de 20 millions de



musulmans qui contribuent au bon fonctionnement de nos sociétés, de faire naître un islam européen, tolérant et intégré en Europe. Cela implique la formation d'imams en Europe, qui peut être organisée en coopération avec des universités spécialisées du monde islamique.

L'État de droit est une invention européenne. Nous voulons le protéger, également à l'intérieur de l'Union européenne, contre les attaques et la dégradation par les partis populistes. L'UE doit rapidement se doter d'un mécanisme efficace pour le contrôle de l'État de droit, qui doit aussi comporter des sanctions. Quiconque cherche à remplacer les règles et les normes universelles par un arbitraire d'État, quiconque remet en question l'indépendance de la justice et menace le fonctionnement des institutions démocratiques doit s'attendre à être sanctionné. Dans ce contexte, nous sommes fermement déterminés à soumettre le versement de fonds structurels au respect de l'État de droit.

#### *POUR LES PERSONNES EN EUROPE*

Aujourd'hui, l'Union européenne compte 500 millions d'habitants. Nous nous inscrivons dans la population mondiale croissante de notre planète, qui atteindra bientôt les 8 milliards d'habitants. Une grande partie de cette population vit dans des puissances économiques en plein essor comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, la Russie, la Turquie ...et demain l'Afrique du sud, le Nigéria, l'Éthiopie. La pression concurrentielle mondiale qui s'exerce sur l'Europe est en hausse. Nous seuls sommes à même de défendre nos meilleurs intérêts.

Pour ce faire, nous devons revoir notre compréhension du droit de la concurrence et l'adapter aux marchés pertinents. Cela n'a tout bonnement aucun sens d'interdire la fusion de deux ou plusieurs poids lourds d'un secteur en invoquant le droit de la concurrence actuel et d'empêcher ainsi que ne naisse un « champion » européen qui, pour la première fois, aurait réussi à s'imposer dans le secteur des trains à grande vitesse face aux concurrents mondiaux. Aujourd'hui, la concurrence n'a plus lieu entre les États européens et les entreprises, mais entre les entreprises et leurs concurrents implantés sur d'autres continents. Nous devons afficher un front uni face à cette concurrence.

La mondialisation est une réalité. Nous devons y trouver notre place. En tant que multilatéralistes convaincus, nous croyons en un commerce libre et équitable et croyons que les organisations internationales, comme l'Organisation mondiale du commerce, sont en

mesure de structurer les relations entre les pays et les organisations comme l'Union européenne. Celles-ci doivent toutefois être réformées : les agissements unilatéraux de bon nombre de grands acteurs du commerce mondial rendent nécessaire une réorganisation des structures internationales pour une plus grande efficacité et des compétences plus décisives. Les accords commerciaux entre l'UE et les autres puissances commerciales sont les régulateurs de la mondialisation.

L'UE doit ambitionner de préserver notre logique économique et de l'imposer à l'échelon international. Cela ne fonctionne que si les normes européennes sont reprises par les organisations internationales. Ces normes incluent une compétence judiciaire pour les litiges commerciaux. Ces derniers doivent être tranchés par des tribunaux multilatéraux et non pas par des instances arbitrales aux mains d'entités privées qui pourraient remettre en question des décisions politiques. Les normes environnementales et sociales constituent une partie essentielle des normes européennes.

Nous devons protéger les citoyens européens des conséquences négatives de la mondialisation. Cela implique une application rigoureuse du principe de réciprocité : nous ne devons accorder à aucun pays un plus grand accès au marché européen que celui dont nous bénéficions en retour de la part de ce pays. Il est inacceptable que, tandis que des entreprises chinoises construisent des infrastructures en Europe financées par les fonds européens, aucune entreprise européenne ne bénéficie du même accès en Chine.

De manière générale, il est inacceptable que des entreprises extra-européennes sapent l'infrastructure stratégique de l'Europe. La vente incontrôlée de ports et d'aéroports à des acteurs chinois ou autres doit cesser. Lorsque notre sécurité est en jeu, ce sont les Européens eux-mêmes qui doivent mener les projets à bien. Forts d'une expérience multiséculaire, les Européens disposent de toutes les capacités d'innovation et de l'esprit de pionnier nécessaire. Il n'y a aucune raison de l'abandonner aujourd'hui. L'Europe doit se donner les moyens, en particulier financiers, de développer ses propres capacités de pointe dans le domaine de la recherche et du développement dans tous les secteurs. En particulier, dans le secteur de l'économie numérique, les Européens doivent réussir à réduire les écarts avec les grands acteurs d'autres continents. Nous avons besoin d'une Europe de chercheurs. Il est urgent

d'élaborer un plan numérique européen d'envergure afin que nous puissions compter sur nos propres forces pour le développement de l'économie de demain.

L'économie numérique est une aubaine pour l'innovation et la création de nouveaux emplois. Mais parallèlement, des emplois existants dans des domaines plus classiques peuvent se voir menacés. Il serait donc juste que les grands acteurs d'internet payent enfin des taxes adéquates à l'Union européenne, qui pourraient être intégrées au budget communautaire et servir, par exemple, à alimenter le fonds d'ajustement à la globalisation. Ce fonds soutient des entreprises et leurs employés ayant perdu leur place sur le marché dans le sillage de la mondialisation. Il permet à des gens de donner une nouvelle orientation à leur vie, finance leur reconversion professionnelle.

L'économie européenne continuera à avoir besoin d'une croissance durable et qualitative à l'avenir. Nous voulons continuer à nous appuyer sur les succès de l'offensive d'investissement pour l'Europe, baptisée le plan Juncker. Car, en Europe aussi, notre objectif demeure le plein emploi dans le cadre d'une économie sociale de marché durable. Nous entendons surtout soutenir les petites et moyennes entreprises.

En parallèle, il convient de garantir la protection uniforme et paneuropéenne des employés et de leurs droits dans un contexte de numérisation rapide. Ainsi le « droit de déconnexion » après la journée de travail, c'est-à-dire le fait que les salariés n'aient pas à être joignables partout et en permanence, doit-il être garanti.

La mondialisation a aussi des répercussions sur l'agriculture. En Europe, nous voulons une agriculture capable de garantir la qualité et la sécurité de nos aliments et adaptée à notre temps et à notre société. La politique agricole européenne doit être simplifiée afin de tenir compte des attentes élevées qu'ont les citoyens européens vis-à-vis de l'alimentation. Les agriculteurs et les viticulteurs jouent un rôle important dans les domaines de la protection du climat, des espèces et de l'eau. Ces contributions à l'intérêt général ne sont que partiellement compensées par le marché. Si l'on veut atteindre les objectifs ambitieux, avec la même production alimentaire, il faut des investissements substantiels dans la recherche publique et la transmission des savoirs, ainsi que le versement de compensations dans le domaine du développement agricole. Une attention particulière doit être accordée aux jeunes agriculteurs

dans le cadre de cette stratégie. En conséquence, pour relever ces défis, il faudra aussi disposer de suffisamment de moyens financiers à l'avenir. L'Europe a besoin de droits de douane plus élevés sur l'importation de denrées alimentaires qui sont également produites chez nous, mais qui y sont nécessairement plus chères en raison des différences de salaires et de normes de production. La concurrence déloyale qui fait rage sur le marché de l'alimentation doit être limitée. S'agissant de la production alimentaire, nous restons fidèles au principe de précaution.

Naturellement, il n'est pas de politique durable sans protection de l'environnement et des espèces. Sur la liste des priorités des cinq années à venir, celle-ci doit figurer à l'une des premières places. La protection des animaux, par exemple par le biais de règles plus strictes en matière de transports d'animaux et le subventionnement d'abattoirs régionaux et locaux, doit également être intégrée. Le comportement en matière de consommation doit continuer à changer, et ce, pas uniquement en Europe. L'explosion du volume de déchets dans les océans doit être stoppée, la pollution de l'air dans les régions urbaines fortement réduite. Nos ressources fondamentales ne sont disponibles qu'une seule fois. Les détruire n'est pas une option envisageable.

L'Afrique, notre continent voisin, poursuit son développement exponentiel, y compris sur le plan démographique. Dans la plupart des cas, le développement économique n'est pas à la hauteur du développement démographique en Afrique. Les États africains ont donc un besoin urgent de soutien pour le développement de leurs structures économiques et d'Etat, qui peuvent se traduire par un effet normatif. Ce qu'il faut, c'est une formalisation de l'économie et de ses transactions ce qui présuppose un système bancaire – certainement mobile – opérationnel. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible de collecter suffisamment de taxes, qui seront injectées dans le budget et redistribuées. Ce n'est que de cette manière que des administrations publiques efficaces et un État de droit africain pourront voir le jour et offrir des perspectives aux citoyens. Enfin, ce n'est que de cette manière que la surchauffe démographique africaine pourra être durablement enrayerée. La normalité étatique entraîne la normalisation démographique. L'Europe peut et doit contribuer à tout cela. La logique de notre coopération au développement doit être une logique de partenariat et non pas, comme cela est le cas aujourd'hui, une logique de dépendance.

En résumé : l'Europe doit redevenir plus respectueuse des droits humains. Les citoyens, avec leurs craintes et leurs préoccupations, mais aussi avec leurs espoirs et leurs rêves, sont au cœur de nos actions. Nous voulons faire en sorte qu'ils croient en l'Europe. Avec des résultats et de la valeur ajoutée au quotidien. Et avec une grande cohésion à l'intérieur et vers l'extérieur. L'Europe et les Européens n'auront de chances dans un environnement mondialisé qu'en unissant leurs forces. Nous voulons exploiter cette chance ensemble et tenir la promesse européenne d'un meilleur avenir !

*Fir d'Mënschen an Europa... an zu Lëtzebuerg! Pour les gens en Europe ...et au Luxembourg !*